

LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société



**Affichez
ces pages**

**la compréhension,
c'est contagieux!**



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org

La dette publique

Monstre ou épouvantail ?

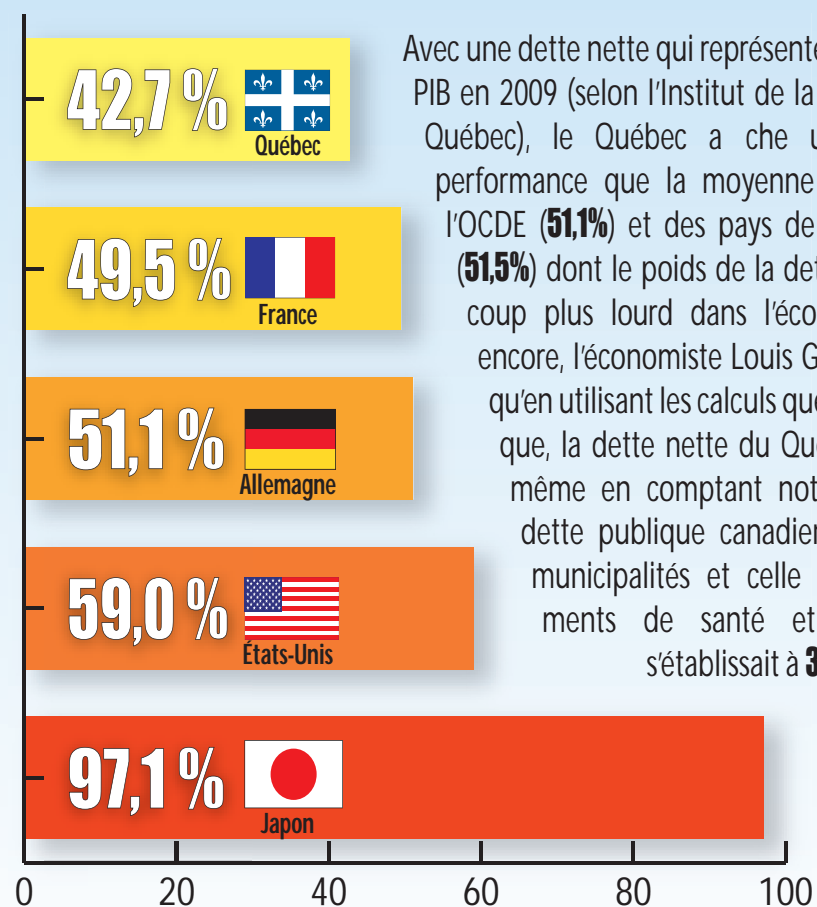
Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la dette nette du Québec était de l'ordre de 129 milliards \$ en 2009. Certains « experts » affirmaient récemment que cette dette était une catastrophe et que cela justifierait que les Québécois acceptent maintenant de se « serrer la ceinture » et de payer plus cher pour la TVQ, pour l'électricité, mais aussi pour d'autres services. L'Institut économique de Montréal (IEM), qui représente les intérêts des grandes compagnies, en rajoute et affirme qu'il est immoral de faire payer plus tard nos enfants pour les « folles dépenses » que nous faisons aujourd'hui. Selon l'IEM, nous devons tout faire pour réduire cette dette et la rembourser... quitte à confier au secteur privé de plus grandes « responsabilités » dans les services publics de santé et d'éducation par exemple. Sinon disent-ils, la dette, ce « monstre », nous contraint à la faillite. Étrange, car en y regardant de plus près on se rend compte que non seulement notre dette publique diminue, mais qu'en nous comparant à d'autres pays développés dans le monde, le Québec se tire très bien d'affaires. Et si ce « monstre » n'était qu'un épouvantail?

D'où vient la dette

Quand le gouvernement fait son budget, il prévoit des dépenses pour payer les fonctionnaires, les enseignants, les programmes sociaux de toutes sortes, la construction de routes, d'hôpitaux, etc. Tout cela coûte cher, mais le gouvernement peut aussi compter sur des revenus. Les taxes et les impôts des individus et des entreprises, les droits sur les permis de conduire, les taxes sur l'essence, etc. Si les dépenses sont supérieures aux revenus, le gouvernement fait alors un déficit et doit donc emprunter pour pouvoir rencontrer ses obligations. À cause de la crise économique, la grande majorité des pays du monde vont faire un déficit cette année. Les gouvernements empruntent aussi fréquemment pour payer les ponts, les routes, les hôpitaux, les écoles, etc. Comme les ménages et les entreprises le font pour l'achat d'une maison ou pour la construction d'une usine, l'État contracte des emprunts dont le paiement est étalé sur plusieurs années. Cela est tout à fait normal. Ces routes, ces hôpitaux et ces écoles, tout comme la maison ou l'usine ont une grande valeur et deviennent des actifs qui contribuent à leur tour à créer de la richesse.

La dette du Québec

Une situation enviable !



Avec une dette nette qui représente, **42,7%** de son PIB en 2009 (selon l'Institut de la statistique du Québec), le Québec a che une meilleure performance que la moyenne des pays de l'OCDE (**51,1%**) et des pays de la Zone euro (**51,5%**) dont le poids de la dette pèse beaucoup plus lourd dans l'économie. Mieux encore, l'économiste Louis Gill a démontré qu'en utilisant les calculs que l'OCDE applique, la dette nette du Québec en 2009, même en comptant notre part de la dette publique canadienne, celle des municipalités et celle des établissements de santé et d'éducation, s'établissait à **32%** de son PIB.

(Source : www.ocde.org, www.stat.gouv.qc.ca, Louis Gill, Lettre au ministre des Finances, 27 janvier 2010, www.economieautrement.org)

Trois questions sur la dette

1 Est-ce grave?

Pas du tout? Même que la situation s'améliore et que le poids de la dette baisse constamment dans l'économie. Quand on compare la dette du Québec à celle de plusieurs autres pays parmi les plus développés du monde (États-Unis, France, Italie, etc.), on se rend compte que notre situation est même enviable. D'ailleurs, si nos finances étaient si mauvaises, les grandes agences internationales de crédit n'auraient certainement pas maintenu la cote de crédit du Québec l'an dernier. En plus des routes, des hôpitaux, des écoles, et autres infrastructures, certains avancent même que la seule valeur d'Hydro-Québec équivaldrait presque au montant de la dette du Québec.

2 Un boulet pour nos enfants?

Mais non voyons! Quand on se scandalise que chaque habitant du Québec naît avec une dette de 16 400 \$, on oublie trop facilement que nous recevons aussi des services publics qui ont une valeur. Le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) a calculé que chaque Canadien reçoit des avantages valant environ 16 500 \$ par année grâce aux services publics. Pour quelqu'un qui vivra 80 ans, il s'agit d'une somme totale d'environ 1,3 million \$. Tout un retour sur l'investissement! Marcel Boyer, un économiste de l'Université de Montréal affirme également ceci :

« Le prétendu problème intergénérationnel que pose

